

# NON, L'EUROPE NE DOIT PAS PARLER ANGLAIS

Pourquoi les institutions européennes n'abandonneraient-elles pas la langue de Shakespeare pour adopter le plurilinguisme et la traduction ? Un débat primordial à l'heure du 17<sup>e</sup> sommet international de la francophonie, les 11 et 12 octobre à Erevan, en Arménie. **PAR BENOÎT DUTEURTRE**



Montovani / Gallimard / Opale

**BENOÎT DUTEURTRE** est romancier, essayiste et critique musical. Dernier ouvrage paru : *En marche ! Conte philosophique* (Gallimard, 2018).

**L**e 12 janvier 2017, le sémillant candidat Macron, de passage à Berlin, s'adressait à une assemblée d'étudiants allemands. Il choisit alors de s'exprimer en anglais, ce qui témoignait d'une certaine idée de la modernité... mais aussi d'un certain dédain pour les deux grandes cultures française et allemande, officiellement si proches au cœur de l'Europe. Il est vrai que notre voisin semble avoir accepté depuis longtemps le recours à l'anglais comme véhicule des échanges entre peuples du Vieux Continent. Et il n'est pas certain que le futur président français ait vraiment réfléchi à la question, tant ce réflexe semble faire partie de son programme : celui d'un omni politique, se voulant jeune, pragmatique, réformateur et pressé de faire entrer la France dans le train de la globalisation heureuse – ce qui suppose aussi bien de remplacer les trains régionaux par des autocars, de réduire la fonction publique ou de maîtriser le globish comme une seconde nature. Il allait en donner une nouvelle illustration quelques mois plus tard, en cultivant avec Donald Trump les apartés censés

contribuer au rapprochement des deux pays – à moins qu'ils ne créent une forme de vassalité pour celui qui emploie la langue de l'autre. Mais c'est plus fort que lui : dès qu'il sort de l'Hexagone, et comme pour marquer sa différence avec ces patauds de Sarkozy et de Hollande, le nouveau président recourt systématiquement à l'anglais... au risque de commettre quelques impairs, comme d'avoir trouvé « *trop bonne* » l'épouse du Premier ministre australien.

## Complaisance des élites

Charles de Gaulle ou François Mitterrand avaient une conscience aiguë du rôle politique de la langue, de ce qu'elle symbolise, mais aussi des rapports de force qu'elle soutient. Emmanuel Macron habite une autre planète... Ce qui ne l'aura pas empêché, une fois président, d'endosser comme ses prédécesseurs les pompeux habits de la francophonie, doublés d'un vibrant discours sur la place du français dans le monde, notamment en Afrique. Mais cette francophonie-là obéit à des évolutions démographiques qui ne se décident pas à l'Elysée, et ses enjeux n'ont pas toujours de rapport immédiat avec

la langue, comme en a témoigné l'in vraisemblable projet de porter à la tête de l'Organisation internationale de la francophonie une ministre rwandaise qui a œuvré pour le remplacement du français par l'anglais dans son pays. Et, quelle que soit la vitalité de notre langue sur le continent africain, on est surtout frappé par l'absence d'idées, de discours et d'ambitions, là où les pouvoirs publics auraient le devoir d'intervenir : en Europe et en France même, où le français ne cesse de reculer avec la complaisance d'élites qui jugent plus moderne de s'exprimer *in english*, tel un Pierre Moscovici adressant en anglais les directives économiques au gouvernement français.

Au sein de l'organisation européenne, la domination de l'anglais s'est imposée sans aucune résistance dans les pratiques, sinon dans les règles. Après le Brexit, il semblerait pourtant naturel de se demander si cette langue doit continuer à régner sans partage dans l'administration bruxelloise. A un an des élections au Parlement de Strasbourg, nul candidat ne semble pressé de poser cette question, apparemment trop secondaire... ou trop périlleuse. Car,



## Une ambition pour la langue française et le plurilinguisme

si la réponse est oui, nous nous trouverions dans ce cas unique et singulier d'une vaste union économique et politique, comparable aux Etats-Unis ou à la Chine, mais régie par une langue étrangère à sa population. On l'avait déjà vu lors des précédentes élections européennes, lors du grand débat télévisé entre candidats à la présidence du Parlement, tous francophones et germanophones... mais priés de discuter en anglais sous la houlette d'animateurs britanniques et américains.

A cette conception s'oppose celle d'Umberto Eco selon laquelle la langue de l'Europe est « la traduction » – comme le prévoyait l'organisation initiale du Marché commun, avec ses différentes langues de travail (le français et l'allemand avant même l'anglais). N'en déplaise à ceux qu'indigne le coût des interprètes – forcément pléthorique dans une union à 27 –, il en va de la conception même de l'Europe: mosaïque de cultures à la fois très imbriquées et très différenciées (ce qu'elle est historiquement), ou simple entité marchande important des codes et des pratiques culturelles d'outre-Atlantique – comme en témoigne, dans un autre genre, le

pitoyable concours Eurovision, véritable festival de l'américanisation par le bas. A la volonté de défendre une Europe à plusieurs langues, on oppose toujours l'argument du pragmatisme. Mais la première zone économique mondiale n'est-elle pas une entité assez puissante pour imposer ses propres usages ? Si, déjà, les représentants de l'Union appliquaient la règle de s'exprimer publiquement dans leur propre langue, cela changerait l'image et la conception même de l'Europe. Il n'en va pas ainsi, malheureusement, dans le nord du continent où l'anglais est déjà une seconde nature, ni dans l'Europe ex-communiste qui a toujours vu dans l'UE une façon de devenir otanien et américain.

**SI LES REPRÉSENTANTS DE L'UNION APPLIQUAIENT LA RÈGLE DE S'EXPRIMER PUBLIQUEMENT DANS LEUR PROPRE LANGUE, CELA CHANGERAIT L'IMAGE ET LA CONCEPTION MÊME DE L'EUROPE.**

### UN PIÈTRE "AMBASSADEUR"

Le président Macron recourt systématiquement à l'anglais dès qu'il sort du pays, bien que comme tous ses prédécesseurs il ait endossé les habits de la francophonie.

En témoigne l'anglais systématique de Donald Tusk – au contraire des efforts qu'on doit accorder à Jean-Claude Juncker, quand il a tiré les conséquences du Brexit et décidé de ne plus s'exprimer qu'en français ou en allemand. Il semble en tout cas intéressant que cette élection qui tournera autour de l'économie, de la globalisation, des migrations, ne laisse pas de côté, une fois encore, la question de la langue et que notre pays ose ouvrir le débat.

Quant à la seconde échelle, c'est celle de la France elle-même où il suffit d'allumer un poste de radio ou de télévision pour prendre la mesure stupéfiante des évolutions en cours : quand toute phrase inclut désormais plusieurs mots anglais ou anglicismes ; quand certains termes sont carrément remplacés (*coach* pour « entraîneur », *challenge* pour « défi », *life* pour « vie »...), parfois même à contresens (« supporter » signifiant désormais curieusement « soutenir ») ; quand les titres des films et des livres ne sont plus traduits ; quand la publicité et les enseignes préfèrent l'anglais ; ou quand les reportages, y compris ceux du service public, n'emploient qu'une seule langue – si bien que les journalistes de guerre au Proche-Orient mènent leurs interviews en anglais plutôt qu'en arabe, ce qui oriente forcément le choix des interlocuteurs. Car une langue ne véhicule pas simplement des mots, mais aussi une façon de penser. Là encore, on mesure l'inconséquence d'une République étrangère à ces questions. Elle ne semble guère pressée de faire respecter la loi Toubon qui oblige les entreprises installées en France à travailler en français, ni d'apporter quelques recommandations sur ce thème aux grands services de l'Etat. C'est ainsi pourtant, point par point, symbole par symbole – comme le firent en leur temps les Québécois – qu'on pourra maintenir l'existence du français, autrement que comme patois local d'une province américaine excentrée. ■